

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/7

1er décembre 1995

(95-3883)

CONSEIL GENERAL
30 octobre 1995

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 30 octobre 1995

Président: M. K. Kesavapany (Singapour)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Traitements et pensions du personnel de l'OMC	1
2. Présence aux réunions de l'OMC des délégations qui ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour	11
1. <u>Traitements et pensions du personnel de l'OMC</u> (WT/GC/W/11, WT/GC/W/12)	

Le Président a rappelé que, dans une Décision adoptée à Marrakech en avril 1994¹, les Ministres avaient rappelé les déclarations faites par de précédents Présidents des PARTIES CONTRACTANTES du GATT et du Conseil du GATT pour appeler l'attention sur la nécessité d'améliorer les modalités et conditions d'emploi, y compris les traitements et pensions, des cadres du Secrétariat. Conscients aussi du fait que l'OMC devra se montrer compétitive en ce qui concerne les conditions d'emploi qu'elle offrira à ses cadres, de façon à intéresser des personnes ayant les compétences requises, les Ministres sont convenus que le Comité préparatoire de l'OMC examinera, entre autres, "les conditions d'emploi du personnel proposées dans le contexte de l'institution de l'OMC" et qu'il "élaborera des recommandations et prendra des décisions, dans la mesure où cela sera nécessaire, au sujet des ajustements requis". Le Président a également rappelé le consensus entre les Membres de l'OMC qui s'était dégagé dans le cadre du Comité préparatoire et dont il ressortait que l'OMC était une organisation *sui generis* instituée en dehors du système des Nations Unies. C'était à la lumière de ces décisions que les Membres avaient examiné une série de propositions du Directeur général qui prévoyaient que l'OMC cesserait d'appliquer le régime commun des Nations Unies concernant les conditions d'emploi et établirait son propre ensemble de conditions. En particulier, le Directeur général avait proposé une amélioration des conditions de rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Il avait également proposé la cessation de l'affiliation du personnel de l'OMC à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et l'établissement d'un régime de pensions de l'OMC. Les autres éléments de la série de propositions concernaient le Statut et le Règlement du personnel, y compris en particulier la politique en matière de contrats. Les propositions du Directeur général relatives aux traitements et aux pensions avaient été examinées lors de réunions avec les chefs des délégations initialement, mais surtout au Comité du budget, des finances et de l'administration. Le

¹Décision sur les conséquences organisationnelles et financières de la mise en oeuvre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

délai pour achever l'examen de la question avait été fixé au milieu d'octobre et le moment était donc venu de faire le point à la présente réunion. Le Président du Comité du budget avait informé le Président que les discussions dans le cadre de ce Comité avaient progressé dans toute la mesure où cela était possible, et une lettre adressée au Président à ce sujet avait été distribuée aux délégations sous la cote WT/GC/W/11.

Le Président a ensuite informé le Conseil général que le 27 octobre il avait reçu du Président du Conseil du personnel de l'OMC une communication dans laquelle celui-ci demandait que le Conseil du personnel puisse se faire entendre à la présente réunion pour exposer le point de vue du personnel de l'OMC sur cette question. Comme la question présentait un intérêt capital pour le personnel, il pensait que le Conseil général devrait accéder à cette demande.

Le Conseil général a accédé à la demande du Président du Conseil du personnel de l'OMC.

Le Directeur général a dit que la discussion sur cette question avait pour point de départ les engagements acceptés à maintes reprises par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 et, plus récemment, par les gouvernements à la réunion ministérielle de Marrakech pour améliorer les conditions de travail du personnel du Secrétariat. Alors que certaines délégations maintenaient qu'il y avait des limites aux engagements qui avaient été pris, voire qu'il n'y avait pas d'engagements à cet égard, il tenait à dire qu'il avait lu de nouveau la Décision prise à Marrakech pour être sûr des bases à partir desquelles il évaluait lui-même l'engagement et qu'il était de nouveau arrivé à la conclusion qu'il y avait effectivement un engagement. Tel était donc le point de départ et il justifiait qu'une décision soit prise de poursuivre les travaux à ce sujet en vue d'arriver à une solution satisfaisante, pour les traitements comme pour les pensions, si une telle solution ne pouvait être trouvée à la présente réunion. Sur la question des traitements, il lui semblait étrange que, de l'avis général, s'il y avait une décision des Nations Unies d'augmenter les traitements de 11 pour cent dans les deux prochaines années, cette décision serait appliquée au personnel du Secrétariat de l'OMC, mais qu'en l'absence d'une telle décision des Nations Unies, il n'y aurait pas d'augmentation des traitements. En ce qui concerne les conditions d'emploi du régime commun des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, le Directeur général a fait observer qu'il avait reçu du Conseil général mandat pour négocier avec le Secrétaire général de l'ONU des arrangements entièrement nouveaux pour la coopération entre les Nations Unies et l'OMC spécifiquement, parce que l'OMC était une nouvelle organisation qui, comme ses Membres en étaient convenus, était de nature *sui generis* et ne faisait pas partie du système des Nations Unies. Il ne voyait donc pas pourquoi l'OMC devrait appliquer le régime commun. Ces arguments devraient être gardés à l'esprit dans les discussions sur les conditions d'emploi du personnel du Secrétariat. Le Directeur général regrettait qu'il ne soit sans doute pas possible d'arriver à une décision à la présente réunion et il pensait que le personnel trouverait lui aussi cela regrettable. Il espérait que cela n'aurait pas de conséquences réelles sur la motivation du personnel. Il recommandait qu'au cas où il ne serait pas possible de prendre toutes les décisions voulues à la présente réunion, toutes les positions pertinentes soient reportées en vue de parvenir à une issue positive, il l'espérait, avant la Conférence ministérielle de Singapour en décembre 1996.

M. Lapalme, Président du Conseil du personnel de l'OMC, rappelant la Décision prise par les Ministres à Marrakech, a dit qu'aujourd'hui, un an et demi plus tard, les Membres considéraient apparemment qu'il leur fallait recommander qu'aucun ajustement ne s'imposait et que rien - ou très peu - ne devait être fait pour améliorer les conditions d'emploi au Secrétariat. Le personnel ne partageait pas ce point de vue. Avec des effectifs limités, le Secrétariat avait fait des efforts extraordinaires pour assurer la conclusion du Cycle d'Uruguay et il était resté fidèle à ses promesses. Aujourd'hui, le Secrétariat devait encore faire face à un volume de travail énorme avec des ressources toujours très modestes. Les Membres n'avaient pas tari d'éloges sur le personnel du Secrétariat, mais ils avaient décidé de reporter à plus tard l'examen des conditions d'emploi du personnel. Le personnel avait répondu aux appels réitérés qui lui étaient adressés depuis plusieurs années pour qu'il se montre patient et

compréhensif, mais cela suffisait. Il avait été dit au personnel qu'il serait récompensé le moment venu avec une rémunération et des prestations de retraite améliorées. Il fallait maintenant que les Membres tiennent parole. Le personnel comptait sur les Membres pour faire immédiatement le nécessaire afin d'établir un régime de traitements et de pensions qui soit au minimum décent. S'y refuser serait interprété purement et simplement comme de la mauvaise foi.

Il était bien connu que les conditions d'emploi actuelles étaient intenables à long terme. Pour préciser la situation, M. Lapalme a rappelé qu'il y avait eu ces dernières années une très forte érosion du pouvoir d'achat des traitements des administrateurs, qui était aujourd'hui inférieur de 25 pour cent environ à ce qu'il était il y a tout juste 14 ans, que les traitements des agents des services généraux avaient été gelés malgré les hausses du coût de la vie, que les pensions des administrateurs n'étaient calculées que sur une fraction de leurs traitements nets, avec pour résultat des prestations de retraite insuffisantes, qu'au lieu de compenser les déficits actuariels du régime commun des Nations Unies conformément à leurs obligations juridiques, les gouvernements membres avaient systématiquement modifié les conditions, c'est-à-dire abaissé les niveaux des pensions, et que les traitements des administrateurs du Secrétariat étaient bien inférieurs aux traitements de référence dans la fonction publique internationale. Il se demandait pourquoi toutes les insuffisances et injustices du régime commun devraient être perpétuées dans la nouvelle organisation et pourquoi un régime de traitements et de pensions sûr et novateur ne pourrait pas être établi pour celle-ci. Le personnel demandait non pas l'impossible, mais plutôt l'établissement d'une structure d'emploi équitable et objective et il appuyait les propositions du Directeur général concernant les traitements et les pensions qui représentaient le minimum pour un régime de rémunérations adéquat.

M. Lapalme se demandait pourquoi les gouvernements membres étaient si opposés à ce régime minimum, alors que certains des principaux protagonistes qui s'opposaient à ces améliorations étaient ceux-là mêmes qui versaient un complément de rémunération aux ressortissants de leur pays qui travaillaient au Secrétariat, remettant ainsi en question l'indépendance du personnel. Alors que les Membres avaient décidé de créer une nouvelle organisation internationale indépendante et distincte du système des Nations Unies et au moment où la bureaucratie des Nations Unies était en butte à des critiques sévères de nombreux côtés, il ne pouvait pas y avoir de meilleur signal des Membres de l'OMC à la communauté internationale que d'établir pour la nouvelle organisation un régime de traitements et de pensions autonome qui soit rationnel, viable et indépendant. Les coûts globaux de ce régime seraient minimes et l'amélioration du moral du personnel qui en résulterait ne pourrait que se traduire par des effets bénéfiques très tangibles pour les Membres sur le plan du fonctionnement harmonieux et efficace de l'OMC. Le personnel, qui s'était montré compréhensif et patient depuis bien des années, demandait instamment aux Membres d'agir maintenant pour corriger la situation. Un refus porterait inévitablement un coup profond au moral du personnel et déclencherait des appels irrésistibles à des actions de protestation à une échelle sans précédent. Il ne serait pas non plus réaliste d'escompter que sans une solution satisfaisante aux problèmes des traitements et des pensions, le personnel continue à répondre avec un dévouement et une flexibilité sans faille aux demandes des Membres.

M. Metzger (France), Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, a rappelé que, conformément à une Décision adoptée à la Conférence de mise en oeuvre le 8 décembre 1994 et adoptée également plus tard par le Conseil général en janvier², le personnel du Secrétariat devait être nommé pour le 30 juin 1995 au plus tard, à condition que le Conseil général ait adopté avant cette date les règles régissant les attributions et conditions d'emploi du personnel, et que l'ICITO serait dissoute à cette date. Le Comité du budget avait examiné la question des conditions d'emploi du personnel depuis sa première réunion en février. La date du 30 juin ne pouvait pas être tenue en dépit des intenses efforts déployés et les Membres étaient arrivés à la conclusion que cette

²Accord sur le transfert des avoirs, des engagements, des dossiers, du personnel et des fonctions de l'ICITO et du GATT à l'OMC (WT/L/36).

date devrait être reportée au 31 décembre, ce dont le Conseil général avait pris note à sa réunion du 11 juillet. Un projet de texte sur le statut du personnel de l'OMC résultant de ces travaux avait été présenté dans le document WT/BFA/9 - L/7636 et il avait été remanié du point de vue juridique par le Secrétariat. Certains aspects du statut du personnel n'avaient pas encore été arrêtés définitivement, en particulier s'agissant des traitements et pensions comme il ressortait des articles 6.2, 6.3 et 8.1 de ce texte. Compte tenu de son caractère sensible, la question avait été abordée spécifiquement dans le cadre de plusieurs réunions du Comité du budget et du Groupe de travail établi par celui-ci, sur la base des différentes propositions du Directeur général. Les propositions relatives aux traitements des administrateurs étaient les suivantes: i) proposition (du 1er octobre 1994) d'aligner les traitements sur ceux de la Banque mondiale, soit, en d'autres termes, de les augmenter de 47 pour cent; ii) proposition (du 7 mars 1995) suivant l'établissement d'un point de référence fondé sur la moyenne des traitements dans les organisations internationales concurrentes et consistant en une augmentation de 15 pour cent le 1er juillet 1995 suivie d'une augmentation de 15 pour cent le 1er janvier 1996; et iii) proposition (du 14 septembre 1995) dans le cadre des propositions de budget pour 1996, d'augmenter les traitements de 5 pour cent en 1996 avec ensuite cinq augmentations annuelles de 5 pour cent. Toutes ces propositions présupposaient qu'au moment où elles seraient mises en oeuvre, l'OMC cesserait d'appliquer le régime commun des Nations Unies. Ces propositions ont été complétées par une proposition de régime de pensions autonome pour l'OMC, puisque la participation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dépendait de l'application des règles et traitements du régime commun des Nations Unies. Les propositions du Directeur général avaient été fondées sur les déclarations faites par de précédents Présidents des PARTIES CONTRACTANTES du GATT et du Conseil du GATT, dont les Ministres à Marrakech avaient pris note dans leur propre décision par laquelle ils demandaient au Comité préparatoire d'examiner ces questions. Les propositions avaient été articulées autour de deux points de principe - à savoir que l'OMC n'était pas assez compétitive pour recruter ou garder du personnel hautement qualifié et que la perte de pouvoir d'achat des traitements des administrateurs devait être compensée - et se fondaient sur le fait que l'OMC n'avait pas été instituée dans le cadre du système des Nations Unies et que, par conséquent, elle ne devait pas appliquer un système de rémunération et de règles défini et imposé par les Nations Unies.

Lors des discussions au Comité du budget, un grand nombre de Membres avaient contesté le manque de compétitivité de l'OMC, considérant qu'il n'était pas démontré par les faits, tandis que beaucoup avaient estimé que le maintien du pouvoir d'achat des traitements ne pouvait pas être converti en politique, particulièrement en une période d'austérité budgétaire quasiment universelle. Ces vues avaient été partagées par d'autres, qui étaient plus ouverts à une amélioration des conditions d'emploi à l'OMC. En ce qui concerne le régime commun, beaucoup de délégations considéraient qu'il était inopportun de cesser d'appliquer le régime à l'OMC parce qu'elles craignaient qu'une décision en ce sens soit interprétée non comme une conséquence de la nature *sui generis* de l'OMC, mais comme un moyen de pallier, dans un cas précis, des déficiences bien connues à l'intérieur du système des Nations Unies. Il y aurait là un risque de perturber les discussions et les efforts actuellement menés à New York pour trouver des solutions générales à ces problèmes.

Dans la mesure où il existait un lien statutaire entre la modification du barème des traitements et l'établissement - obligatoire dans ces conditions - d'une régime de pensions autonome, et compte tenu des risques financiers potentiels inhérents à l'administration de ce régime, les Membres avaient choisi de se concentrer sur ce dernier aspect de la question, d'autant plus qu'un retrait de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies resterait juridiquement compatible avec l'application, même de fait, du régime commun pour les traitements et les conditions d'emploi. Comme cela avait été indiqué dans le document WT/BFA/12 - L/7642, sur la base d'un mandat qui lui a été conféré en mai le Secrétariat, avec l'aide d'un actuaire-conseil, avait établi un projet de régime de pensions qui avait été discuté avec les Membres et les contacts nécessaires avaient été pris avec les organes compétents des Nations Unies pour définir les conditions d'un retrait de la Caisse commune des pensions du personnel. Les vues des Membres sur cette proposition étaient restées divisées. Certains

avaient considéré qu'il n'y avait pas de justification pour une amélioration des pensions, lesquelles, avec un taux de remplacement de la rémunération nette totale de 70 pour cent, surpassaient tout ce qui pouvait être applicable dans la majorité des administrations nationales, et qu'il existait certaines incertitudes quant à la viabilité d'un régime de pensions autonome et aux conditions finales, en cas de retrait, qui pourraient être imposées par les Nations Unies six mois après la demande officielle de retrait de l'OMC. Une majorité des Membres avaient estimé que l'établissement d'un régime de pensions autonome sur la base des propositions du Secrétariat apporterait une réponse, partielle mais réelle, à la question des améliorations des conditions d'emploi.

Compte tenu de toutes les préoccupations exprimées durant les discussions, M. Metzger avait élaboré sous sa propre responsabilité une proposition de compromis dont les principales caractéristiques, en dehors des éléments techniques traités dans le document WT/BFA/12, étaient les suivantes: maintien des conditions actuelles de rémunération et d'emploi; décision conditionnelle de cessation d'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel à compter du 1er janvier 1996, la décision finale quant à la cessation d'affiliation effective étant laissée au Conseil général sur la base des conditions définitives concernant la cessation d'affiliation et l'établissement d'un régime de pensions autonome pour l'OMC; compensation de la réduction de la rémunération résultant de l'augmentation des cotisations, qui serait inversement proportionnelle aux prestations versées dans le cadre du nouveau régime de pensions; présentation du financement du nouveau régime sans contributions supplémentaires des Membres en 1996. Il n'y avait pas eu consensus au Comité du budget sur cette solution de compromis. Les consultations informelles tenues par la suite, y compris par le Président du Conseil général, avaient fait apparaître une réticence à l'égard de ces propositions, réticence qui, selon les déclarations de certains, tenait aux circonstances défavorables de l'heure. M. Metzger souhaitait donc maintenir sa proposition de compromis, qu'il avait transmise au Président du Conseil général et qui avait été distribuée sous la cote WT/GC/W/11. Même s'il était clair qu'il n'y avait pas de consensus à l'heure actuelle, il pensait qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux dans le cadre du Comité du budget sur la base de ce qui avait déjà été fait et sur la base des propositions du Directeur général, ainsi qu'en tenant compte des développements à la fois dans les capitales et dans les discussions à New York. La situation actuelle laissait ouverte la question de la date à laquelle l'ICITO serait dissoute et le Secrétariat de l'OMC établi et celle de la transformation en conséquence des contrats de l'ICITO en contrats de l'OMC. C'était au Conseil général qu'il appartiendrait désormais de prendre une décision au sujet du transfert du personnel de l'ICITO à l'OMC. Si des travaux complémentaires apparaissaient nécessaires, le Comité du budget accueillerait avec intérêt toutes orientations qui pourraient lui être fournies à cet égard.

Le Président a dit qu'après avoir été informé par le Président du Comité du budget de l'absence de consensus au Comité sur cette question, il avait lui-même rencontré les chefs de délégations au Comité du budget pour voir quelle était la situation. Il avait constaté ce qui suit: i) il était reconnu qu'un engagement d'examiner les conditions d'emploi du personnel, y compris les traitements, avait été pris en diverses occasions et à différents niveaux, y compris au niveau ministériel à Marrakech; ii) la majorité des Membres estimaient qu'il fallait procéder sur la base des recommandations formulées par le Président du Comité du budget; et iii) certaines délégations considéraient que, pour l'instant, elles ne pouvaient pas se rallier à la majorité. Dans ces circonstances, le sentiment était qu'il ne serait plus d'aucune utilité d'examiner la question dans le cadre du Comité du budget et qu'un rapport devrait donc être présenté au Conseil général pour suite appropriée à donner. C'était dans ce contexte que la question était soumise au Conseil général. Le Président a dit qu'après les observations qui pourraient être formulées au sujet du rapport du Président du Comité du budget, il ferait lui-même une proposition permettant de sortir de la situation actuelle. Il s'agissait d'une question sensible au sujet de laquelle le personnel avait déjà fait connaître ses vues. Tout en acceptant volontiers l'idée de manifester dans un cadre démocratique, il souhaitait dire en même temps qu'on ne ferait pas fléchir le Conseil général par des manifestations syndicalistes. Il fallait maintenir les choses en perspective. Pour leur part, les Membres devaient se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et faire en sorte de disposer d'un

Secrétariat qui soit pleinement motivé, dûment récompensé pour le travail qu'il exécutait et qui soit en tête des organisations internationales pour ce qui est de l'emploi et des conditions de travail.

Comme aucun Membre ne demandait à prendre la parole au sujet du rapport du Président du Comité du budget, le Président a appelé l'attention sur un projet de proposition qu'il a dit présenter à la lumière de la situation actuelle (WT/GC/W/12), compte tenu des bons offices du Directeur général, qui avait fait de grands efforts pour trouver des solutions au problème, en consultation avec le Président du Comité du budget sur la base des consultations qu'il avait tenues lui-même avec les délégations.

Le représentant de la Tunisie a dit que sa délégation appuyait la proposition du Président, mais qu'elle aurait souhaité qu'il y soit rendu hommage au personnel de l'OMC pour son travail et ses efforts durant le Cycle d'Uruguay et depuis la création de l'OMC. Le personnel attendait non seulement un examen technique des traitements et des pensions, mais aussi un geste qui exprimerait à la fois la confiance et la gratitude.

Le représentant de la Colombie a dit que le Président du Comité du budget avait eu la tâche difficile de concilier les vues de ceux pour qui les conditions d'emploi proposées étaient très claires et assuraient justice et équité et de ceux qui, en raison de difficultés financières et budgétaires internes, étaient portés à la prudence face à toutes mesures susceptibles d'entraîner un accroissement des contributions des Membres. Sa délégation pouvait comprendre le désespoir du personnel du Secrétariat, qui ressortait à l'évidence de la déclaration du Président du Conseil du personnel. Même si le ton de cette déclaration était un peu vif et aurait pu être évité, il reflétait le moral actuel du personnel. Passant à une autre question, il a dit qu'il souhaitait que le Conseil général prenne note du fait que certains gouvernements versaient un complément de rémunération aux ressortissants de leur pays qui travaillaient pour le Secrétariat, ce qui compromettrait l'indépendance du Secrétariat. Cela ne saurait être ignoré et il faudrait avoir des renseignements concrets à ce sujet. La Colombie aurait préféré être en mesure, à la présente réunion, d'adopter une décision qui réponde aux demandes du Secrétariat concernant les conditions d'emploi. Toutefois, elle reconnaissait qu'il y avait des problèmes à surmonter et elle appuyait la proposition du Président qui offrait une issue.

Le représentant du Japon regrettait qu'un consensus dans le sens proposé par le Président du Comité du budget, que le Japon appuyait résolument, n'ait pas été réalisé. En ce qui concerne la proposition du Président, le Japon ne voyait pas clairement les implications du paragraphe 2, se demandait si l'ICITO continuerait d'exister tandis que les conditions d'emploi étaient examinées, ou si elle serait dissoute, comme prévu, pour être remplacée par l'OMC, mais avec des conditions d'emploi identiques jusqu'à ce qu'un accord intervienne sur les nouvelles conditions. Si cette dernière interprétation était correcte, il voulait savoir quelles seraient les implications juridiques quand seraient introduites à terme de nouvelles conditions d'emploi différentes, à un titre ou à un autre, des conditions actuelles.

Le Président a dit que les traitements, pensions et autres conditions d'emploi étaient étudiés globalement. Comme les conditions d'emploi n'avaient pas été arrêtées, il faudrait les examiner ultérieurement et, à cet égard, la position de l'ICITO devrait être prise en considération.

Prenant la parole au nom des pays de l'ANASE, le représentant de la Malaisie a appuyé la proposition du Président qui, à son sens, ne signifiait pas que la question était esquivée. La question de la rémunération devait être examinée attentivement et il était important de la considérer en tenant compte de la productivité et du moral du personnel. Les pays de l'ANASE étaient prêts à participer aux efforts pour trouver une solution à cette question, dans l'intérêt de l'organisation.

Le représentant de la Suisse a dit que la proposition de compromis du Président du Comité du budget était réaliste et judicieuse et il a regretté que les Membres n'aient pas pu mener à bien les travaux sur ce sujet. Compte tenu de la situation, la Suisse souscrivait à la proposition du Président,

notamment parce que même les délégations incapables de se rallier à la majorité pour appuyer la proposition du Président du Comité du budget avaient estimé que leur position tenait essentiellement aux conditions défavorables du moment et qu'elles seraient peut-être en mesure de continuer à participer de façon constructive à ces travaux. La Suisse espérait qu'il serait possible en 1996 de créer pour le Secrétariat des conditions qui prennent en compte le fait que l'OMC était une organisation nouvelle et indépendante, qu'il y avait des distorsions à corriger et qu'un Secrétariat entièrement indépendant vis-à-vis de ses Etats membres était indispensable.

Le représentant de la Norvège a exprimé son regret et sa confusion que les Membres n'aient pas pu mettre en oeuvre concrètement les obligations énoncées dans la Décision de Marrakech en ce qui concerne les traitements et les pensions et il a exprimé l'espoir que ses sentiments seraient partagés par tous.

Le représentant du Canada a dit que sa délégation avait espéré qu'il serait possible de régler cette question au cours de la première année d'existence de l'OMC. Beaucoup avait été fait, et il semblait y avoir eu certains progrès vers une solution. C'était pour cela que le Canada pensait que la proposition du Président était la meilleure façon de procéder pour le moment. Le Canada pensait aussi qu'il importait de réfléchir soigneusement aux alinéas du préambule du projet de décision distribué sous la cote WT/GC/W/12 et d'en prendre acte, et il a rappelé que le Président et le Directeur général avaient dit pourquoi ces alinéas étaient importants. Le Canada ne pensait pas que la décision proposée modifiait quoi que ce soit et il espérait qu'elle permettrait à tous de continuer à rechercher une solution qui recueille un consensus.

Le représentant de l'Espagne a dit qu'il souhaitait se joindre à la Colombie pour demander des renseignements sur les types de compléments de rémunération qui étaient versés à certains fonctionnaires par des Etats membres, sur les fonctionnaires qui recevaient ces compléments et sur la question de savoir si cela avait été autorisé par le Directeur général. L'indépendance des fonctionnaires était l'une des exigences fondamentales pour le personnel de l'OMC et l'Espagne souhaitait qu'elle soit préservée. En ce qui concerne la proposition du Président, sa délégation n'y souscrirait que si elle était le seul recours pour sortir de la situation actuelle. Pour ce qui est du paragraphe 2 de la proposition, il a demandé si une autre décision devait être prise concernant le maintien de l'ICITO, jusqu'au début de 1997, par exemple.

Le Président, notant que la question des compléments de rémunération versés aux fonctionnaires avait été soulevée par certaines délégations, a dit que la question avait été portée à la connaissance du Comité du budget et qu'il en serait tenu compte dans l'élaboration du texte du règlement et du statut du personnel.

Le Directeur général a dit qu'il tenait à préciser qu'il n'avait autorisé aucun membre du Secrétariat à recevoir un complément de rémunération de son gouvernement. Il informerait tous les fonctionnaires que cette pratique était incompatible avec le fait de travailler au Secrétariat.

Le représentant de l'Australie a regretté qu'une décision sur cette question ne soit pas possible à la présente réunion. L'Australie considérait que la question était d'importance et elle tenait à faire observer que des conditions améliorées contribueraient en partie à faciliter les réformes et à accroître l'efficacité, ce qui permettrait au Secrétariat de répondre encore mieux aux besoins de l'OMC. L'Australie aurait pu accepter la proposition de compromis du Président du Comité du budget. Toutefois, vu les circonstances la solution suggérée par le Président était le meilleur moyen d'aller de l'avant. Dans ce contexte, le lien entre les paragraphes 1 et 2 de la proposition, à savoir qu'en attendant une solution de cette question les arrangements de l'ICITO devaient continuer d'être appliqués, semblait parfaitement raisonnable.

Le représentant de l'Italie a dit qu'il s'agissait d'une question sensible et que, comme d'autres, sa délégation regrettait que des résultats plus positifs n'aient pas été possibles à ce stade. L'Italie pensait qu'une organisation internationale se devait d'honorer les engagements qu'elle avait contractés afin de maintenir sa crédibilité. Sa délégation souscrivait à la déclaration de la Tunisie et pensait que les Membres devraient pouvoir exprimer leur gratitude au personnel du Secrétariat tout en adoptant la décision proposée par le Président.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a appuyé la proposition du Président et a regretté qu'il n'y ait pas eu d'autres progrès. La Nouvelle-Zélande continuerait à appuyer la proposition d'un nouveau régime de pensions autonome et inclinait à penser que l'OMC avait besoin d'un système de rémunération qui lui soit propre et qui ne soit pas lié au régime commun des Nations Unies.

Le représentant de Trinité-et-Tobago regrettait qu'un consensus sur la proposition de compromis du Président du Comité du budget n'ait pas été possible. Sa délégation avait noté que, dans sa déclaration à la présente réunion, le Président avait souligné que certaines délégations ne pouvaient pas se rallier à la majorité sur cette question "pour l'instant" et elle supposait que la proposition du Président de maintenir la question à l'examen avait été faite parce que les délégations qui auraient pu se rallier au consensus n'avaient pas été en mesure de le faire jusqu'à présent. Sa délégation appuierait la proposition du Président, mais pensait que cette proposition était mauvaise en ce sens qu'elle ne représentait aucun progrès sur des points que les Membres examinaient depuis un temps considérable et dont ils avaient reconnu l'importance et le caractère sensible, ainsi que leurs engagements à cet égard. Les Membres avaient été incapables de prendre la simple mesure consistant à corriger des anomalies qu'ils avaient tous reconnues.

Le représentant de l'Argentine a exprimé son soutien pour la proposition du Président. Il croyait comprendre que le paragraphe 2 de la proposition avait pour objet de geler la situation actuelle en attendant qu'une solution définitive et constructive ait été trouvée.

Le représentant de l'Inde a dit que même si son pays avait appuyé la solution de compromis du Président du Comité du budget, il reconnaissait les difficultés qu'avaient certaines délégations à se rallier à la proposition à ce stade. Vu ces circonstances, la proposition du Président semblait être la seule issue. Sur la question du versement d'un complément de rémunération à certains fonctionnaires par leurs gouvernements, sa délégation regrettait que la question ait été soulevée dans le contexte de revendications particulières du personnel du Secrétariat et alors que certains Membres n'étaient pas en mesure, du moins pour l'instant, de faire droit à ces revendications. Même si l'Inde n'était pas favorable à ces compléments de rémunération, elle pensait qu'il était inapproprié de mettre en cause les Membres de cette manière. Sa délégation regrettait le ton sur lequel cela avait été fait et elle déplorait aussi que la question n'ait été soulevée que dans un contexte limité, à savoir la difficulté qu'avaient certains Membres à se rallier aux propositions à l'examen. En ce qui concerne la dernière phrase de la déclaration du représentant du Conseil du personnel de l'OMC, impliquant qu'à défaut d'une acceptation immédiate des propositions, il serait difficile pour le personnel de coopérer avec les Membres pour effectuer le travail de l'OMC, sa délégation présumait qu'elle devait être considérée davantage comme un argument de négociation que comme une menace sérieuse.

Le représentant du Maroc a dit que l'OMC avait choisi d'être indépendante du système des Nations Unies et que, comme sa délégation l'avait déclaré en une précédente occasion, l'indépendance avait son prix. Indépendance signifiait autonomie dans la prise de décisions et cela valait pour tout ce que recouvrait le processus de prise de décisions. Il apparaissait, toutefois, que l'OMC n'avait choisi l'autonomie que pour certains aspects de la prise de décisions et non pour d'autres. Selon sa délégation, l'indépendance devait être considérée comme un tout, à prendre ou à laisser. Sa délégation aurait donc souhaité qu'un consensus se dégage sur la proposition du Président du Comité du budget. Toutefois, il apparaissait que cela n'était pas encore possible et qu'il fallait attendre que le vent tourne, en quelque

sorte, idée qui semblait également être à la base de la proposition du Président à ce sujet. Le Maroc souscrirait donc à la proposition du Président, qu'il interprétait comme signifiant que la question du retrait du régime commun et des traitements resterait inscrite à l'ordre du jour.

La représentante du Royaume-Uni a dit que le Président du Comité du budget avait rendu compte de façon impartiale et équilibrée des discussions longues et approfondies qui s'étaient déroulées au sein du Comité. Comme tous le savaient, il n'avait pas été possible pour les autorités de son pays de se rallier, dans le délai voulu, à la proposition du Président du Comité concernant un régime de pensions distinct qui, a-t-elle souligné, était la seule proposition à l'examen. Les autorités de son pays étaient toutefois disposées à étudier la situation plus avant et à écouter d'autres arguments et, par conséquent, n'auraient aucune difficulté avec la proposition du Président. Sur la question des engagements, l'intervenante tenait à bien préciser que le Royaume-Uni s'engageait à continuer d'examiner la question en vue de parvenir à une décision; il n'exclurait rien et prendrait part de façon constructive aux discussions, mais il ne prenait pas l'engagement d'arriver à une décision particulière. Elle tenait à souligner que certains des problèmes qui se posaient aux autorités de son pays étaient des problèmes de principe qui n'étaient pas liés à certaines difficultés budgétaires de l'heure. La Décision prise à Marrakech avait été de continuer à examiner cette question pour voir ce qui était approprié et son gouvernement avait été entièrement fidèle aux engagements qu'il avait contractés à l'époque. Son gouvernement avait même accepté, pour donner suite à cette Décision, que l'organisation soit dotée d'effectifs et de ressources supplémentaires. C'était dans cette optique que sa délégation accepterait d'examiner plus avant, et de façon constructive, toutes propositions qui seraient présentées dans l'année à venir et qu'elle souscrivait à la proposition du Président.

Le représentant de Hong Kong a dit que son gouvernement faisait partie de la majorité qui avait appuyé la proposition de compromis du Président du Comité du budget. Vu les circonstances actuelles, Hong Kong se rallierait à la proposition du Président. Il espérait que les Membres parviendraient à une décision sur certaines au moins des questions dont ils étaient saisis au début de 1996.

Le représentant du Brésil regrettait qu'il soit difficile d'arriver à un consensus sur ce sujet et il reconnaissait que les réalités de la situation devaient être prises en compte et surmontées si l'on voulait disposer d'un Secrétariat qui soit à même de faire face aux tâches nouvelles incombant à l'OMC. Le Brésil appuyait la proposition du Président comme étant la meilleure solution possible vu les circonstances.

La représentante du Chili regrettait qu'il n'y ait pas eu accord sur la proposition du Président du Comité du budget. Sa délégation pensait que ces questions devraient être examinées plus avant du point de vue non seulement des contributions des gouvernements, mais aussi du maintien d'un Secrétariat indépendant et efficace. Elle espérait qu'une solution constructive serait trouvée pour les pensions en 1996 et soutenait la proposition du Président.

Le représentant de l'Allemagne a dit que les autorités de son pays reconnaissaient l'importance de cette question, même si elles n'avaient pas pu appuyer la proposition de compromis du Président du Comité du budget. L'Allemagne avait eu de sérieuses difficultés avec la proposition, et notamment d'un point de vue systémique. Sa délégation partageait le regret qu'une solution satisfaisante n'ait pas encore pu être trouvée. En ce qui concerne le versement de compléments de rémunération à des fonctionnaires du Secrétariat par des gouvernements, sa délégation convenait que des renseignements détaillés à ce sujet devaient être fournis. Elle souscrivait elle aussi à la proposition du Président qui permettait de faire avancer la question mais ce faisant, elle voulait comme le Royaume-Uni, qu'il soit entendu qu'il ne s'agissait pas d'un engagement d'arriver à un résultat spécifique. L'Allemagne avait interprété ses engagements dans le cadre de la Décision de Marrakech de la même façon que le Royaume-Uni et avait oeuvré sincèrement et ouvertement à cet égard. Elle continuerait d'agir ainsi, mais sans idées préconçues.

Le représentant du Sénégal a dit que sa délégation regrettait que la proposition de compromis du Président du Comité du budget n'ait pas été acceptée et qu'elle souhaitait faire les observations suivantes. Premièrement, les pays en développement en général, et les pays africains en particulier, étaient les principaux bénéficiaires des services rendus par le Secrétariat, et il était donc indispensable, de leur point de vue, d'offrir au personnel du Secrétariat d'excellentes conditions de travail. Deuxièmement, le Sénégal pensait que, par suite de la Décision ministérielle adoptée à Marrakech dans ce domaine, la question avait été tranchée. Troisièmement, il semblait contradictoire au Sénégal de vouloir disposer d'un secrétariat qui soit efficace, mais dont le personnel serait traité modestement. Sa délégation appuyait donc la proposition du Président de continuer à examiner la question et espérait qu'une solution satisfaisante serait trouvée prochainement.

Le représentant de l'Egypte a dit que la proposition du Président permettrait de poursuivre l'examen de la question et que sa délégation était en fait convaincue que cela était nécessaire. Sa délégation pensait aussi que les traitements, les conditions d'emploi et les pensions devraient être examinés ensemble, et que le paragraphe 2 de la proposition du Président était donc pertinent en ce sens que les arrangements actuels seraient appliqués en attendant. Sa délégation appuyait donc la proposition du Président qui constituait la meilleure issue vu les circonstances actuelles et elle était confiante qu'une décision pourrait être prise sur ce point important dans un avenir pas trop éloigné.

Le représentant de la Corée a exprimé son soutien en faveur de la proposition du Président et a regretté qu'un consensus n'ait pas été possible sur la proposition de compromis du Président du Comité du budget. La Corée avait résolument appuyé cette proposition parce qu'une anomalie devait être corrigée en ce qui concerne les pensions, parce que le recrutement de personnel qualifié était important pour l'OMC et aussi parce que l'OMC était une organisation nouvelle avec des tâches énormes à accomplir aujourd'hui et dans l'avenir.

Le représentant des Etats-Unis a dit que la situation actuelle était à l'évidence regrettable, mais que cela tenait en partie au fait que les attentes avaient été portées à un niveau irréaliste. Comme l'avait fait observer le Royaume-Uni, les Membres avaient examiné au Comité du budget une proposition de son Président visant à régler les problèmes spécifiques des pensions du personnel. Ils n'avaient pas examiné, et il était peu probable qu'ils examineraient de façon concluante l'année prochaine, la question des traitements. Le personnel du Secrétariat devait être réaliste quant à ce qui serait sans doute possible. Les Etats-Unis avaient espéré pouvoir appuyer la proposition du Président du Comité du budget concernant les pensions à ce stade. Bien que cela n'ait pas été possible, sa délégation espérait être en mesure de le faire prochainement.

Le représentant de la Belgique a dit que sa délégation avait exposé en de précédentes occasions les raisons pour lesquelles elle ne pouvait pas appuyer la proposition de compromis du Président du Comité du budget. Sa délégation soutiendrait la proposition actuelle du Président et participerait à la poursuite des discussions sans idées préconçues quant aux résultats.

Le Président a dit qu'il tenait à clarifier le libellé du paragraphe 2 de sa proposition présentée dans le document WT/GC/W/12. Aux termes du paragraphe 4 de la Décision reproduite dans le document WT/L/36³, l'ICITO devait être dissoute "à compter de la date à laquelle les membres du Secrétariat de l'OMC seront nommés". Etant donné que les règles régissant les attributions et conditions d'emploi du personnel n'avaient pas été convenues et compte tenu du rapport entre ces règles et la nomination du personnel de l'OMC, comme il ressortait du paragraphe 2 de la même décision, l'ICITO continuerait d'exister jusqu'à ce que cette question soit réglée. Le paragraphe 2 de sa proposition disposait donc qu'en attendant que l'examen de la question des traitements, pensions et autres conditions

³Accord sur le transfert des avoirs, des engagements, des dossiers, du personnel et des fonctions de l'ICITO et du GATT à l'OMC.

d'emploi soit terminé, les arrangements régissant ces conditions à l'ICITO/GATT continueraient d'être appliqués.

Le Président a dit que sa proposition avait été faite dans l'espoir, pour reprendre les termes du représentant du Maroc, que le vent tournerait et non dans le but d'esquiver la question. Celle-ci était trop importante pour être laissée en suspens et il pensait que le mieux, vu les circonstances, serait de ménager davantage de temps pour la réflexion. Sur la base du débat, il a proposé que le projet de décision figurant dans le document WT/GC/W/12 soit adopté.

Le représentant du Japon a dit que sa délégation se rallierait au consensus pour adopter la décision à la lumière de l'explication du Président concernant le paragraphe 2 de celle-ci.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a adopté la décision figurant dans le document WT/GC/W/12.⁴

2. Présence aux réunions de l'OMC des délégations qui ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour

Prenant la parole au titre du point "Autres questions", le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation avait l'intention de proposer pour adoption à la prochaine réunion du Conseil général une décision selon laquelle le Président d'un organe de l'OMC n'engagerait pas le débat sur un point inscrit à l'ordre du jour à la demande d'une ou de plusieurs délégations si la ou les délégations qui avaient proposé l'examen de ce point n'étaient pas venues le présenter elles-mêmes et participer au débat auquel il pourrait donner lieu.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.⁵

⁴La décision a été publiée sous la cote WT/L/91.

⁵Une communication de l'Argentine à ce sujet a été distribuée ultérieurement sous la cote WT/GC/W/14.